

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/293452729>

La grande hydraulique au service du pouvoir : l'exemple du Projet de l'Euphrate en Syrie (1966–2013) Political Power and...

Article in *CyberGeo* · February 2016

DOI: 10.4000/cybergeo.27505

CITATIONS

0

READS

39

2 authors:



[Jack Keilo](#)

Université Paris-Sorbonne - Paris IV

6 PUBLICATIONS 1 CITATION

[SEE PROFILE](#)



[Roman-Oliver Foy](#)

4 PUBLICATIONS 0 CITATIONS

[SEE PROFILE](#)

Cybergeog : European Journal of Geography

Politique, Culture, Représentations

772

La grande hydraulique au service du pouvoir : l'exemple du Projet de l'Euphrate en Syrie (1966-2013)

Political Power and large-scale hydro-agricultural projects: the example of Euphrates Project in Syria (1966-2013)

ROMAN-OLIVER FOY ET JACK KEILO

Résumés

Français English

Alors qu'une grande vague de contestation s'est étendue sur une vaste partie de la Syrie à partir de mars 2011, dans le Projet de l'Euphrate, ensemble d'aménagements hydro-agricoles de plusieurs centaines de milliers d'hectares, peu de manifestations contre le régime au pouvoir ont été enregistrées. L'objectif de cet article est double. D'une part, il s'agit d'insister sur un différentiel entre cette région et d'autres concernant le nombre de manifestations enregistrées. D'autre part, il s'agit de revenir sur l'histoire politique et économique de cette région afin d'émettre des hypothèses sur le rapport entre le pouvoir ba'athiste et les habitants de ces grands périmètres irrigués.

Although mass protests swept across most of Syria as from March 2011, the Euphrates Project lands, a set of large-scale hydro-agricultural developments, remained relatively peaceful with a small number of registered protests against the Syrian Regime. The purpose of this article is two-fold: first we point out to the difference observed between this region and others *via* the reading of demonstration pattern in Syria; and secondly we explore the political and economic history of this region in order to hypothesise on power relations between central Baathist state and inhabitants of the Project areas.

Entrées d'index

Mots-clés : agriculture, irrigation, géographie politique, Euphrate, Syrie

Keywords : agriculture, irrigation, political geography, Euphrates, Syria

Texte intégral

*"La région souffrait de l'ignorance et de l'arriération. Notre volonté à tous, dans le Parti, l'État et les organisations populaires, et parmi les citoyens eux-mêmes, est au plus vite de faire de cette période un souvenir. Nous allons concentrer nos efforts pour ouvrir une nouvelle page lumineuse dans la vie de cette région, afin qu'elle soit une fierté de la Révolution du 8 mars et un exemple de la capacité de l'homme arabe syrien à progresser et à se développer"*¹ (Hafez Al-Assad, le 18 mars 1978 lors de l'inauguration du barrage de l'Euphrate)

*"Le despote (...) impose ses propres lois au royaume sous prétexte que c'est ce qu'exigent la sagesse et la politique"*² (Abd-AL Rahman Kawakibi, *Du Despotisme*).

- 1 À l'instar du despotisme hydraulique pré-moderne détaillé notamment dans l'œuvre magistrale de K. Wittfogel (1977), les dirigeants de nombreux États postcoloniaux en formation, afin de consolider leur assise, se sont lancés dans la construction de grands barrages et périmètres irrigués durant tout le 20^{ème} siècle (Linton, p. 52-53 ; Molle *et al.*, p. 335). Pour F. Molle *et al.* (2009, p. 328), il s'agissait d'une *"stratégie politique visant à contrôler l'espace, l'eau et les personnes"*³. Effectivement, concernant les grands périmètres irrigués⁴, le contrôle de l'eau passe par la diversion du cours d'un fleuve ou de l'extraction du contenu d'une nappe et l'acheminement consécutif de la ressource qui peut ensuite être utilisée ailleurs (Durand-Dastès, 2005, p. 80-81). Le contrôle des personnes passe alors par la maîtrise du trajet de cette ressource, qui donne un levier sur ceux qui en dépendent pour des activités économiques, notamment agricoles.
- 2 Ces approches se contentent de décrire les mécanismes de domination par le haut, à travers les points de vue de ceux qui l'exercent. Néanmoins, la domination ne doit pas seulement être comprise comme l'exercice d'un pouvoir unilatéral d'un dominant sur un dominé, mais comme une relation dans laquelle les différentes parties disposent de marges de manœuvre. Ainsi, comme le remarque M. Weber (1995, p. 285), *"tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir, par conséquent un intérêt, intérieur ou extérieur, à obéir"*. Cette volonté est cependant difficile à saisir, notamment lorsque les régimes sont autoritaires, car les possibilités d'effectuer des enquêtes approfondies sur les pratiques et les discours "d'en bas" y sont limitées. Dans ces conditions, il est particulièrement délicat d'évaluer la réussite ou l'échec de telles politiques hydrauliques ambitieuses et souvent coûteuses de surcroît. Pourtant, si l'objectif est bien l'exercice d'une domination sur des citoyens, sinon le contrôle des masses, il est indispensable de s'interroger sur le soutien que les individus touchés par ces grands projets hydrauliques accordent à leurs dirigeants pour savoir dans quelles mesures ces lourdes dépenses ont porté leurs fruits. En effet, d'après H. Arendt (2006, p. 92), *"puisque l'autorité demande toujours l'obéissance, elle est souvent prise, à tort, pour une sorte de pouvoir ou de violence. Pourtant l'autorité exclut l'utilisation supplémentaire de moyens de coercition ; là où la force a été utilisée, l'autorité elle-même a échoué"*⁵.
- 3 Si entre mars 2011 et août 2012, des manifestations parfois quotidiennes contre le régime syrien se déroulaient dans de nombreux villages et villes du pays (Burgat, 2013), d'autres régions ne connaissaient pratiquement aucun mouvement important de protestation. Parmi celles-ci se trouve le Projet de l'Euphrate. C'est un vaste ensemble d'aménagements hydro-agricoles de plusieurs centaines de milliers d'hectares exploités par le secteur public qui avait constitué la *"vitrine"*⁶ de la politique de développement du régime ba'athiste depuis les années 1960.

- 4 L'objectif de cet article est double. D'une part, il s'agit d'insister sur un différentiel entre cette région et d'autres concernant le nombre de manifestations enregistrées. D'autre part, il s'agit de revenir sur l'histoire politique et économique de cette région afin d'émettre des hypothèses sur le rapport entre le pouvoir ba'thiste et les habitants de ces grands périmètres irrigués. Ce double objectif nous conduit à adopter une double approche. Tout d'abord, nous effectuons une corrélation cartographique entre les territoires aménagés du Projet de l'Euphrate et une faible fréquence de manifestations contre le régime ba'thiste. Ensuite, nous retraçons l'histoire de cet aménagement et de ses conséquences sur ses habitants afin de mettre en valeur les mécanismes de la domination permise par ce grand projet hydraulique.
- 5 Cette approche permet de compléter les nombreux travaux déjà réalisés sur la crise syrienne. Un premier niveau d'analyse s'intéresse aux rapports de force politiques : d'une part, en considérant la crise dans son contexte régional ou internationalisé (par exemple, Guilhou, 2012 ; la deuxième partie de l'ouvrage collectif dirigé par Burgat *et al.*, 2013) ; d'autre part, en s'intéressant à l'organisation des opposants au niveau national ou local (par exemple, la première partie de l'ouvrage collectif dirigé par Burgat *et al.*, 2013). Un second niveau s'intéresse aux facteurs de la crise : d'une part en se centrant sur les dimensions confessionnelles et démographiques (par exemple, Balanche, 2011) ; d'autre part, en mettant l'accent sur les causes économiques et sociales (par exemple, Vignal, 2012 ; Ruiz de Elvira Carrascal, 2014 ; Taha, 2014). Alors que ces approches cherchent des facteurs pour expliquer la crise et le comportement des individus et des groupes, nous partons du comportement (à travers le recensement des manifestations) avant de lui trouver des hypothèses explicatives. Plus précisément, nous avons identifié une région où il y a eu peu de manifestations et ensuite en avons déduit des raisons liées à cette faible fréquence. Cette méthode permet de contourner les difficultés d'accès aux sources dans la mesure où il est difficile de faire des enquêtes de terrain en Syrie depuis 2011, en particulier dans le bassin de l'Euphrate.
- 6 En outre, cet article permet de nuancer les propos des ruralistes sur l'éventuelle origine rurale des crises des régimes politiques dans le monde arabe (par exemple, Ababsa, 2013 ; Gana, 2013 ; Ayeb, Bush, 2015). Ces auteurs expliquent que la libéralisation économique et les freins des régimes à la création d'organisations professionnelles indépendantes ont provoqué la colère du monde rural et, en Syrie, des habitants des banlieues de Damas et des villes secondaires, où s'aggloméreraient une partie de la population rurale sans terres et sans emploi à la recherche d'un travail. Sans contester le bien-fondé de cette affirmation, nous souhaitons la nuancer en présentant le cas d'une zone rurale où la contestation a été limitée, un grand périmètre irrigué grâce à des investissements massifs de l'État syrien dans les années 1970.

Terres aménagées du Projet de l'Euphrate et manifestations anti-régime moins fréquentes : une corrélation ?

- 7 C'est à partir du croisement d'une carte des terres aménagées du Projet de l'Euphrate et d'une autre recensant les manifestations en Syrie que le constat d'une fréquence moindre de manifestations est démontré. Une carte est une représentation, et donc la réduction d'un espace. À ce titre, en croiser deux pour démontrer une corrélation spatiale est doublement délicat et il est indispensable de détailler les conditions de leurs réalisations avant toute conclusion.

Représenter les terres aménagées du Projet de l'Euphrate

- 8 En fonction des sources, dans le Projet de l'Euphrate, seulement 220 000 ha⁷ à 250 000 ha (Kanafaniy, 2008, p. 224) ont été irrigués sur les 640 000 ha originellement prévus. Pour appréhender le comportement de la population qui vit dans ces grands périmètres irrigués, il faut donc d'abord distinguer le territoire de projet et les aménagements effectivement réalisés. Or, aucune carte officielle récente qui décrirait un état des lieux n'a été obtenue. En outre, les sources cherchant à localiser les constructions sont souvent contradictoires et il est nécessaire de faire des recoupements pour parvenir à une cartographie exploitable.
- 9 La carte réalisée pour cet article (figure 1) est le résultat du croisement de plusieurs types de données. Une photointerprétation des images satellites Google Earth a été réalisée afin de définir les limites des terres cultivées autour du bassin de l'Euphrate. Les résultats ont ensuite été confrontés aux chiffres, publiés par M. Kanafaniy (2008, p. 222-229)⁸, que le ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire syrien utilise pour la planification agricole: ce document indique, pour chaque gouvernorat, les sources d'approvisionnement en eau (sont distingués, pour les eaux de surface, les aménagements hydrauliques gouvernementaux et les aménagements privés) ; dans d'autres tableaux de ce document, les superficies irriguées à partir des eaux de surface sont divisées en zones. Néanmoins, les critères à partir desquels celles-ci ont été élaborées ne sont pas clairs⁹, ce qui rend difficile toute tentative de cartographie de l'ensemble d'entre elles ; d'autant plus que leurs limites ne sont pas géolocalisées. Ces zones ont donc été rassemblées pour former des ensembles plus vastes : des vallées fluviales et un plateau. Pour vérifier la véracité des chiffres utilisés par le ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire, et parfois les corriger, ceux-ci ont été recoupés avec ceux publiés par d'autres chercheurs. À partir du croisement de toutes ces données, des pourcentages par ensemble ont été estimés.

Figure : Des terres irriguées par le secteur public souvent localisés autour du lac Al-Assad dans le bassin de l'Euphrate



- 10 Dans les gouvernorats d'Alep et de Deir-Ez-Zor, la haute vallée de l'Euphrate exceptée, les données de M. Kanafaniy sont assez fiables et correspondent approximativement aux estimations d'autres auteurs. Sur le plateau de Maskana, pour M. Kanafaniy (2008, p. 226), la totalité des superficies, soit 65 000 ha environ, est irriguée par des aménagements publics : ces données correspondent aux estimations de M. Daoudy (2005, p. 91) qui affirme qu'environ 65 000 ha avaient effectivement été aménagés par l'État sur le plateau de Maskana à la fin des années 1990 ; il faut tout de même préciser qu'une petite partie de ces superficies est irriguée à partir du détournement de l'eau des drains agricoles (Balanche, 2012, p. 64), mais

n'est pas enregistrée officiellement ; c'est la raison pour laquelle il est considéré que 80 à 100 %¹⁰ (et non la totalité) des terres sont alimentées par le réseau public. De même, dans le gouvernorat de Deir-Ez-Zor, M. Kanafaniy indique qu'environ 35 % (environ 40 000 ha sur 110 000 ha) des terres irriguées par l'Euphrate le sont par le réseau public d'irrigation, ce qui constitue une estimation assez élevée, mais pas aberrante, par rapport aux autres chiffres trouvés dans d'autres sources : une carte publiée par F. Balanche (2012, p. 64) représente pour cette basse-vallée de l'Euphrate une grande étendue de terres irriguées par des réseaux privés et seulement quelques petits périmètres publics ; dans une autre carte de ce même article (Balanche, 2012, p. 60), l'auteur indique qu'environ 30 % des terres irriguées dans cette vallée sont alimentées par des réseaux publics ; S. Badlissi (2002, p. 176) et M. Daoudy (2005, p. 91-92) affirment tous deux qu'à la fin des années 1990, environ 12 500 ha avaient été aménagés dans le cadre du Projet de l'Euphrate dans le gouvernorat de Deir-Ez-Zor, ce qui ne représenterait que 11 % de l'ensemble des terres irriguées si c'est le chiffre de M. Kanafaniy (2008, p. 224), 110 000 ha, qui est retenu. C'est la raison pour laquelle il est indiqué sur la carte que 0 à 40 % des terres irriguées dans cette vallée sont alimentées par le réseau public.

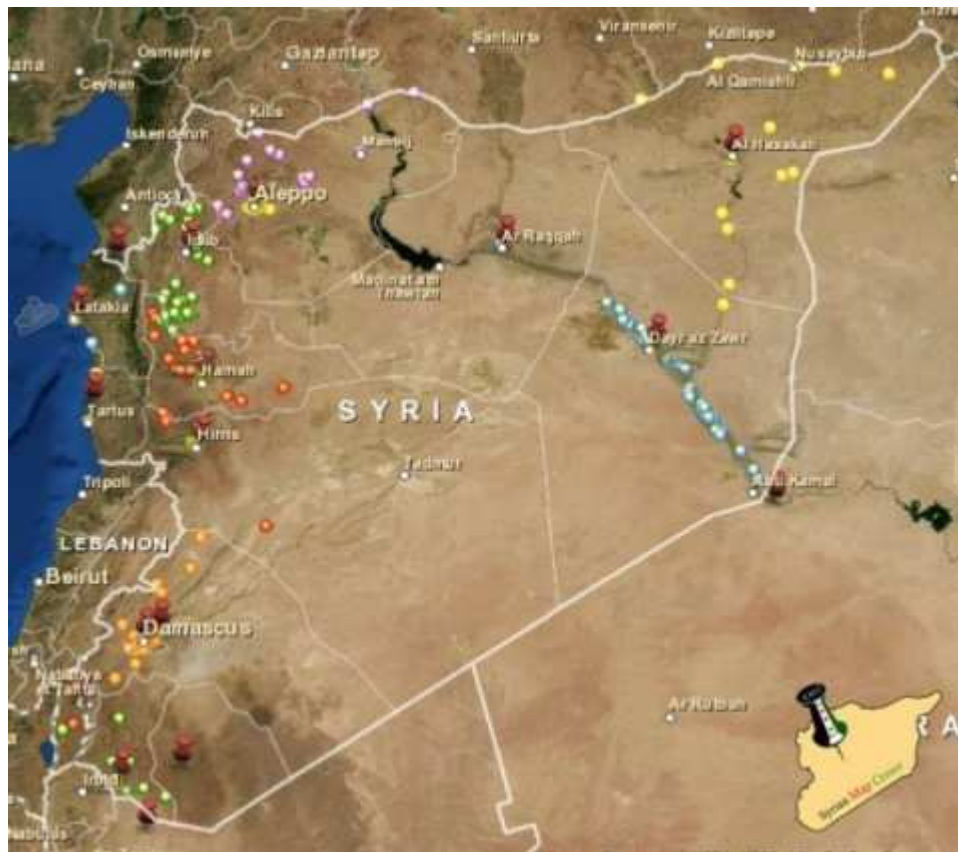
- 11 Concernant la haute-vallée de l'Euphrate et le gouvernorat de Raqqa, les divergences entre les sources sont plus délicates à trancher. Dans la haute vallée de l'Euphrate, pour M. Kanafaniy (2008, p. 225-226), la totalité des superficies le sont par des aménagements publics, mais ces chiffres ne sont confirmés par aucune autre source, au contraire puisque F. Balanche (2012, p. 64) indique que les terres irriguées dans cette zone le sont toutes par le secteur privé ; il a donc été mentionné que le pourcentage est inconnu. Dans le gouvernorat de Raqqa, les chiffres ne semblent pas plus fiables et les zones souvent délicates à identifier. Pour la haute vallée du Balikh, les informations mises à disposition par M. Kanafaniy (2008, p. 227) ne sont pas suffisamment claires (les zones sont difficiles à localiser) ; en revanche, F. Métral (1987, p. 119)¹¹, S. Badlissi (2002, p. 176)¹², M. Daoudy (2005, p. 90-91)¹³ et F. Balanche (2012, p. 64) indiquent tous qu'aucun aménagement public n'y a été réalisé ; c'est la raison pour laquelle il est indiqué que la totalité des terres irriguées l'est par des réseaux privés. Concernant la basse vallée du Balikh, les chiffres de M. Kanafaniy (2008, p. 227-228) ne sont pas plus clairs mais on peut en conclure qu'environ 40 000 ha y sont irrigués ; sachant que pour S. Badlissi (2002, p. 176) et M. Daoudy (2005, p. 90-91), environ 40 000 ha ont été aménagés par le secteur public sur cette vallée, il a été considéré que 80 à 100% des terres irriguées le sont par le secteur public¹⁴. Concernant la moyenne vallée de l'Euphrate, M. Kanafaniy (2008, p. 227-228) indique que la totalité des terres (soit 37 323 ha) est équipée d'aménagements privés ; mais ces chiffres sont en contradiction avec les observations de nombreux chercheurs, qui indiquent que 20 000 à 30 000 ha sont irrigués par des aménagements publics¹⁵ ; c'est la raison pour laquelle, en conservant la superficie totale irriguée estimée par M. Kanafaniy (2008, p. 227-228), il a été considéré que 40 à 80 % l'étaient par des aménagements publics¹⁶.

- 12 Cet inventaire et la carte qui en découle ne doivent néanmoins pas être pris au pied de la lettre. Si les surfaces qui représentent des terres irriguées sur les cartes et les images satellites ont des limites nettes (avec un dedans et un dehors), ce n'est pas le cas de la vie quotidienne des habitants. Comme le remarque J. Lévy (2013, p. 415), si une frontière est "*une limite franche (...), il y a aussi des limites floues*", notamment lorsqu'il s'agit de l'espace vécu par des individus qui correspond plus à la figure du réseau qu'à celle du territoire. Dans ces conditions, la région vécue par les habitants du Projet de l'Euphrate dépasse ces frontières ; inversement, ceux qui ne résident pas dans les limites des périmètres aménagés, mais en périphérie, peuvent être considérés comme des habitants au sens large de cette région.

Partir du recensement des manifestations anti-régime pour identifier des disparités spatiales

- 13 Il est difficile de se rendre en Syrie pour faire des enquêtes d'opinion. C'est donc la mise en évidence, dans les régions aménagées du Projet de l'Euphrate, d'une fréquence moindre du nombre de manifestations anti-régime par rapport à d'autres régions qui sert d'indicateur pour apprécier l'attitude des habitants. Cartographier les manifestations hostiles au régime est néanmoins particulièrement délicat dans la mesure où aucun recensement académique n'a été réalisé jusqu'à maintenant. Les cartes utilisées pour cet article (figure 2) sont tirées du *Syrian Map Center*¹⁷ dont les auteurs se présentent comme *"un groupe de militants, de statisticiens et de spécialistes des systèmes d'informations géographiques, indépendants de toute entité politique et dont les études publiées sont au service de la Révolution syrienne"*¹⁸.

Figure : Manifestations dans le bassin de l'Euphrate : une concentration dans la basse vallée et une quasi-absence dans les terres aménagées par le secteur public¹⁹



- 14 Les auteurs reportent par un point sur une image satellite Google Map les localités où des manifestations ont été enregistrées chaque vendredi par des militants locaux, dont l'anonymat est gardé. Il est probable qu'en raison de leur orientation politique, les auteurs aient eu tendance à enregistrer un maximum de manifestations, quelles que soient leurs durées et le nombre de leurs participants, afin de démontrer le mécontentement le plus large possible. En effet, comme les figurés ponctuels mesurent tous la même taille, il n'est pas possible d'apprécier l'ampleur des manifestations répertoriées (un rassemblement de 100 personnes a ainsi la même valeur qu'un autre de 10 000 personnes).
- 15 En dépit de cette tendance probable à exagérer ces mécontentements, entre le 22 juillet 2011 et le 31 mai 2013²⁰, assez peu de manifestations ont été enregistrées là où la proportion de terres effectivement aménagées dans le cadre du Projet de l'Euphrate dépasse 40 % : en 98 semaines, deux vendredis seulement ont donné lieu

à des manifestations dans des villages situés sur le plateau de Maskana, dans le bassin du Balikh et dans la moyenne vallée de l'Euphrate ; dans les chefs-lieux de canton (*nahiya*) et de district (*mantiqa*), les manifestations ont été plus nombreuses mais somme toute limitées comparées à d'autres régions puisqu'on compte 39 vendredis lors desquels des personnes ont manifesté à Sfira, 25 à Tabqa, 15 à Deir Hafer et 6 à Maskana. Ces chiffres qui reflètent une faible propension à manifester publiquement un éventuel mécontentement à l'égard du pouvoir en place sont confirmés par différentes discussions informelles avec des personnes originaires de la région, habitant en France ou toujours sur place, qui témoignent d'une neutralité, voire d'une certaine sympathie, à l'égard du régime syrien. En outre, plusieurs témoignages informels attestent d'une hostilité envers les djihadistes qui ont pris position dans la région²¹. Cette corrélation spatiale entre une faible propension à manifester contre le régime et la présence d'aménagements hydro-agricoles réalisés dans le Projet de l'Euphrate se retrouve d'ailleurs à l'échelle locale : un Syrien résidant en France a ainsi observé qu'à Al-Bab, d'où il est originaire, il y a eu de nombreuses manifestations anti-régime, contrairement à la ville voisine Tadif (séparée de la première par une autoroute), où les habitants ont faiblement manifesté car, d'après lui, ils ont beaucoup profité des aménagements hydro-agricoles construits dans les années 2000.

- 16 Certes, à Raqqa, capitale de gouvernorat située au cœur du Projet de l'Euphrate, sur les 98 semaines écoulées, on compte 83 vendredis lors desquels des manifestations ont été enregistrées. Mais cette exception régionale peut s'expliquer par le fait qu'il s'agit d'une métropole de quelques centaines de milliers d'habitants et qu'il n'est pas étonnant qu'une partie de la population (dont on ne connaît pas le nombre) ait désiré exprimer un mécontentement. D'ailleurs, alors que l'insécurité commençait déjà à régner dans plusieurs régions du pays, le calme était encore tel à Raqqa que le président B. Al-Assad en a profité pour y assister à la prière de l'Aïd-el-fitr le 7 novembre 2011²².

La grande hydraulique en Syrie : contrôle social et distribution de la rente étatique²³

- 17 Le Projet de l'Euphrate avait pour but de révolutionner les modes de productions et plus généralement la vie quotidienne dans la vallée de ce fleuve dont les habitants étaient considérés comme "arriérés". Les investissements considérables permettaient au pouvoir politique de se constituer une clientèle et le mode d'exploitation des aménagements hydro-agricoles rendait possible un contrôle des personnes. Afin d'éviter trop de rigidités, la redistribution de la rente étatique passait également par l'acceptation de contournements à tous les niveaux.

Un projet gigantesque et central dans l'idéologie ba'thiste

- 18 Le Projet de l'Euphrate était un des éléments les plus importants de la politique d'aménagement menée par l'État syrien dans les années 1960-70. Il était considéré comme "*la colonne vertébrale des plans et programmes de développement économique et social*" (Guiné, 1971, p. 21-22) du pays. En 1978, lors de l'inauguration du barrage de l'Euphrate, Hafez Al-Assad qualifiait en outre cet édifice de "*chef-d'œuvre*"²⁴ et le considérait comme "*une fierté de la Révolution du 8 mars et un exemple de la capacité de l'homme arabe syrien à progresser et se développer*"²⁵.

Jusqu'à aujourd'hui, ces discours ont encore une résonnance puisque la photographie du barrage de l'Euphrate figure au pied de toutes les pages des manuels d'éducation patriotique (figure 3) parmi les grands édifices historiques du pays comme l'amphithéâtre de Bosra, Palmyre ou encore la citadelle d'Alep.

Figure : Le barrage de l'Euphrate au centre des hauts-lieux syriens²⁶



19 Ces discours se sont traduits par des dépenses importantes. Les moyens financiers mobilisés pour la réalisation du Projet de l'Euphrate se chiffraient dans les années 1970 à plusieurs centaines de millions de livres syriennes et ont retenu 19,6 % et 16,6 % des fonds publics dédiés respectivement aux troisième (1971-1975) et quatrième (1976-1980) plans quinquennaux de développement économique et social. Si seuls les "*projets de première priorité*" sont considérés (c'est-à-dire sans les projets de réserves), les pourcentages s'élèvent à respectivement à 24,7 % (à la première place parmi les neuf postes) et 18,4 % (à la seconde place juste derrière l'industrie et les mines) des troisième et quatrième plans quinquennaux (Office arabe de presse et de documentation, 1971, p. 51 ; Arab office for press and documentation, 1976, p. 55).

20 Ces dépenses avaient un double objectif politique. D'une part, effectuer autant d'investissements dans cette région dont Hafez Al-Assad considérait qu'elle "*souffrait (...) d'arriération*"²⁷ était une façon de redistribuer la rente étatique afin de se constituer une clientèle. La construction du barrage de l'Euphrate et l'irrigation de plusieurs centaines de milliers d'hectares a augmenté la capacité de production dans cette région : auparavant, sous climat semi-aride, l'agriculture était extensive et les rendements de blé ne dépassaient pas 20q/ha (Pavie, 1924, p. 9) ; aujourd'hui, dans les terres irriguées dans le cadre du Projet de l'Euphrate, les rendements de blé s'élèvent à 30 à 55 q/ha (Ababsa, 2007, § 40), auxquels il faut ajouter la possibilité de faire une culture d'été, le plus souvent du coton mais aussi des pastèques, du maïs ou encore du sésame (Badlissi, Foy, 2014, p. 151-153). D'où une limitation de l'exode rural et la possibilité d'absorber localement la forte croissance démographique : par exemple, dans le canton de Maskana (où plusieurs grands périmètres irrigués ont été construits), le recensement de 1970 avait comptabilisé 6 000 habitants alors qu'en 2004, le nombre d'habitants recensés avoisinait 60 000.

21 D'autre part, en se positionnant comme la source principale de financement des infrastructures hydro-agricoles, l'État rendait dépendants de lui-même les habitants puisque dans cette région rurale, l'irrigation est un des moteurs les plus importants de l'économie et de la croissance. Le fonctionnement de ces aménagements publics dépendait des agences étatiques sous tutelle du pouvoir central qui peuvent à tout moment, théoriquement, décider de ne plus fournir d'eau dans certains endroits. La mise en œuvre du contrôle collectif des personnes et de la redistribution de la rente étatique passait donc par une technocratie constituée d'ingénieurs en génie civil et en agronomie (Rabo, 1986, p. 138 ; Métral, 1987, p. 236), formant ainsi une sorte de niveau intermédiaire entre les habitants et les dirigeants politiques. Ce sont eux qui ont construit et géré ces aménagements, souvent en collaboration avec des experts étrangers (soviétiques, mais également roumains, français ou encore japonais ; Hannoyer, 1985, p. 29-34). Cette technocratie restait cependant sous la tutelle du

pouvoir politique central (Hanafi, 1997, p. 96 ; Longuenesse, 2007, p. 86).

Un projet "intégré"²⁸

22 Le Projet de l'Euphrate ne se résumait pas à la construction d'un grand barrage et de grands périmètres hydro-agricoles. Il visait également le changement social dans cette région où les sources de notabilité et d'appartenance étaient marquées par la revendication d'un lignage commun (Rabo, 1986, p. 78-85). D'après Hafez Al-Assad, *"l'aménagement du barrage de l'Euphrate est une voie pour renforcer notre économie et un outil pour un changement fondamental dans la vie de notre société"*²⁹. La construction des périmètres irrigués dans les années 1970 s'est accompagnée de l'implantation de villages-modèles au sein desquels se trouvaient des écoles, des centres de santé et des centres culturels (Ababsa, 2004, p. 185 ; Badlissi, Foy, 2014, p. 151). Parallèlement, la population locale était incitée à adhérer au parti Ba'th ou aux syndicats uniques (Hannoyer, 1985, p. 28 ; Ruiz de Elvira, p. 83).

23 Au départ, il s'agissait même de modifier les structures sociales *via* une révolution agraire. Dans les années 1970-80, la majorité des terres aménagées avaient été collectivisées : en 1985, plus de 80 % des terres aménagées dans le cadre du Projet de l'Euphrate étaient exploitées en fermes d'État ou en coopératives de production (Badlissi, 2002, p. 171-178). Ainsi, les habitants devenaient employés d'une structure directement affiliée à l'État (Rabo, 1986, p. 129-149 ; Ababsa, 2004, p. 184-189). Dans ce contexte, le rôle d'intermédiaires entre le pouvoir central et la population joué par les cadres des fermes d'État était renforcé.

Des détournements à tous les niveaux qui permettent d'assouplir le système tout en assurant sa reproduction

24 La rigidité de ces structures était néanmoins limitée par des détournements qui permettaient à tous les niveaux de redistribuer informellement la rente étatique. Dans les fermes d'État, certains des ouvriers agricoles cherchaient à en faire le moins possible, sachant que leurs salaires ne bougeaient pas (Hinnebusch, 1989, p. 247 ; Foy, Tabeaud, 2012, p. 52), et les cadres profitaient de leurs positions privilégiées dans la structure organisationnelle pour détourner l'argent public (Rabo, 1986, p. 143-144 ; Ababsa, 2004, p. 219-220 ; Foy, Tabeaud, 2012, p. 52).

25 En outre, l'ambition officielle de modifier les structures sociales et ainsi faire disparaître les anciennes sources de notabilité et d'appartenance n'a été que partiellement satisfaite. L'obtention d'un emploi dans la ferme d'État ou la résolution de conflits (Rabo, 1986, p. 143-144 et p. 157) pouvaient ainsi passer par des réseaux informels, qui constituaient autant de contournements des structures officielles. Aujourd'hui encore, le "*clan*"³⁰ ou la "*tribu*"³¹ sont des référents identitaires et des groupes au sein desquels la solidarité peut exister (Ababsa, 2009 ; Foy, 2013).

26 Ces contournements ne doivent pas être considérés comme des dysfonctionnements mais plutôt comme une façon alternative de favoriser la constitution de sa clientèle. Comme le souligne G. Corm, *"l'État accaparant toutes les sources de la richesse, les luttes sociales les plus âpres et les plus sordides se dérouleront pour l'investir, le diriger sans que le moindre souci d'entrer dans une spirale sociale cumulative de productivité et de progrès technique ne préoccupe les protagonistes de ces luttes. Les solidarités ethniques, religieuses, tribales, régionales sont, dans ce cas, sourdement ou ouvertement mobilisées pour partir à l'assaut de la seule forteresse de pouvoir moderne, l'État sorcier, bon à tout faire"*

(Corm, 1993, p. 77). Dans ces conditions, poursuit G. Corm plus loin, *"la corruption n'est pas une aberration économique, loin de là. Elle est au contraire, dans le cas du tiers monde et des régimes socialistes, une réponse économique rationnelle à un environnement socio-économique dénué de logique et de règles économiques claires. En effet, dans ce type d'environnement, la maximisation des revenus permettant d'augmenter les niveaux de consommation en biens et services modernes ne peut se faire par une compétition ouverte entre individus et entre firmes dans le cadre de normes claires et impersonnelles, comme le requiert un environnement véritablement libéral"* (Corm, 1993, p. 80).

Décharge progressive et redéploiement de l'État dans le Projet de l'Euphrate

27 En dépit des grands espoirs dont il faisait l'objet, le Projet de l'Euphrate n'a pas connu les développements programmés au départ, les dépenses publiques ayant progressivement diminué. Pourtant, ce retrait de l'État ne s'est pas traduit par une rupture entre les habitants et le pouvoir politique, ce dont témoigne le nombre réduit de manifestations contre le régime ba'athiste entre 2011 et 2013. Selon B. Hibou, il ne faut *"pas assimiler l'acceptation, le silence ou la participation à de l'obéissance et de la soumission et (...) ne pas comprendre la docilité comme de l'adhésion"* (Hibou, 2011, p. 26). Néanmoins, le relatif silence des habitants du Projet de l'Euphrate à l'égard du Régime syrien reste un comportement politique qui mérite à cet égard qu'on s'y arrête. En effet, quelques éléments de réflexion peuvent être apportés à partir d'enquêtes de terrain réalisées dans les années 2000.

Une décharge progressive de l'État...

28 Depuis la fin des années 1970, les ambitions qui entouraient le Projet de l'Euphrate ont progressivement été revues à la baisse. Les efforts du secteur public en matière d'irrigation n'avaient pas tant diminué : de 1970 à 2008, les superficies agricoles irriguées par des réseaux gouvernementaux sont passées de 126 735 (Badlissi, 2002, p. 166) à 387 100³², soit 6 850 ha par an ; on observe même une augmentation du rythme annuel puisque l'accroissement moyen était de 4 120 ha par an pour la période 1970-85, de 9 430 ha par an pour la période 1985-95 et de 8 020 ha par an pour la période 1995-2008³³. Mais l'ambition de faire du Projet de l'Euphrate un terreau pour impulser une révolution sociale s'est atténuée. Dès la fin des années 1970 et le début des années 1980, la mise en exploitation en fermes d'État ou en coopératives de production subissaient de plus en plus de critiques de la part des dirigeants de l'Union des paysans comme dans les cercles plus restreints du pouvoir (Hinnebusch, 1989, p. 244 ; Badlissi, Foy, 2014, p. 150). En 1983, *"the Supreme Agricultural Council set the maximum area of landownership in government irrigation projects at 16 hectares and authorized the expropriation and re-distribution of excess holdings"* (Hinnebusch, 1989, p. 245). Cette mesure signifiait de surcroît que la construction d'aménagements hydro-agricoles dans le Projet de l'Euphrate ne serait plus accompagnée du financement de services publics d'exception tels que ceux qui avaient été réalisés dans les périmètres du Projet pilote et de l'Établissement Al-Assad conçus dans les années 1970. En 1994, la création de grandes exploitations agricoles, de 100 ha minimum, irriguées à partir du lac Al-Assad, fut même autorisée (Badlissi, 2002, p. 555). Les structures collectivistes ont également été progressivement liquidées : en 1990, la coopérative de production de Bîr Al-Hāshim a été transformée en coopérative de service³⁴, après avoir fonctionné pendant seulement cinq ans (Badlissi, Foy, 2013, p. 147) ; en 2000, les deux grandes

fermes d'État du Projet de l'Euphrate, le Projet pilote et l'Établissement Al-Assad, qui occupaient alors le tiers des superficies irriguées (Badlissi, 2002, p. 176), ont été décollectivisées et les terres redistribuées à des familles nucléaires par lots de deux à trois hectares irrigués (Ababsa, 2007, p. 18-21 ; Badlissi, Foy, 2014, pp. 154-157).

- 29 Aujourd'hui, le Projet de l'Euphrate semble avoir beaucoup perdu de son importance dans la politique générale du pays. Alors qu'il était la vitrine du régime dans les années 1970, le site Internet du ministère des Ressources en eau (ancien ministère de l'Irrigation) n'y consacre qu'une page lapidaire portant uniquement sur les caractéristiques techniques du barrage de Tabqa³⁵, et ne dit pas un mot sur l'irrigation. Alors que ce projet constituait un des postes les plus importants dans les plans quinquennaux de développement économique et social dans les années 1960-70 (voir ci-dessus), les propos de S. Aïta, qui considère les grands aménagements hydro-agricoles publics comme un des symboles de ce qu'il nomme "*l'intermède socialiste*" (Aïta, 2007, p. 554), sont révélateurs du changement des priorités pour les élites syriennes. En 2008, le décret législatif n° 51 supprime l'Administration générale pour l'exploitation et le développement du bassin de l'Euphrate (le GOEDEB, créé en 1981)³⁶, ce qui signifie l'abolition du caractère particulier de cet aménagement dans la politique hydraulique du pays. Cet abandon de l'ambition technique initiale du Projet de l'Euphrate portée par un État moderne en cours de consolidation s'est accompagné d'un déclassement progressif des ingénieurs (Longuenesse, 2007, p. 81).

... qui ne conduit pas à un affaiblissement du rapport de domination

- 30 Dans les années 2000, les habitants du Projet de l'Euphrate étaient partagés sur les conséquences du désengagement du secteur public de l'exploitation des grands périmètres irrigués. Une certaine ambivalence existait parmi eux à propos de la liquidation des fermes d'État à partir de 2000. Dans l'Établissement Al-Assad, même si la précarisation et la dégradation des services publics sont des phénomènes qui rendent évidents les défauts de la politique de décollectivisation, ils sont nombreux à expliquer s'enrichir depuis qu'ils ont plus de marges de manœuvre (Foy, 2014, p. 465-470). Dans le Projet Pilote, A. Rabo avait même ressenti lors d'une de ses visites en 2003 un certain enthousiasme pour le démantèlement des fermes d'État qui permettait aux habitants de récupérer des terres agricoles (Rabo, 2007, p. 767). Ainsi, malgré le retrait du secteur public, les habitants semblent globalement ne pas être dans des situations suffisamment critiques pour risquer leurs vies dans des manifestations demandant la chute du régime.
- 31 En outre, dans le discours des habitants du Projet de l'Euphrate, il existe une dichotomie entre agents de l'État d'une part et l'État comme symbole d'une certaine forme de pouvoir transcendant d'autre part. Un entretien, réalisé en 2009 dans l'Établissement Al-Assad avec un agriculteur qui critique vertement les fonctionnaires de l'agence hydraulique locale tout en mettant hors de cause "*l'État*", est particulièrement révélateur: "*Il y des endroits [parcelles] avec de l'eau et des endroits sans eau. Évidemment, les premiers ont toujours de l'eau et les derniers n'ont jamais d'eau. Le technicien, le responsable de l'eau, il vient mais ne réagit pas. L'État donne des directives mais le responsable ne les applique pas. (...) L'État donne des directives, il faut enregistrer, il faut distribuer l'eau aux gens. Et il [le technicien] ne le fait pas. (...) Car il est corrompu. (...) Des gens le paient et il n'inscrit pas les gens qu'il doit inscrire. C'est différent de l'État, l'État n'accepte pas cela*" (Foy, 2014, p. 521).
- 32 Cette conception hobbesienne de l'État, couplée à une critique de l'appareil d'État, conduisait à remercier "*Monsieur le Président [sayid al-ra'is]*" pour toute les

conséquences positives des politiques publiques. A Rabo explique ainsi qu'en 2003, lorsque des nouvelles terres sont aménagées dans le cadre du Projet de l'Euphrate, *"c'est grâce à al-dawla, au Président et au parti Baath !"* (Rabo, 2007, p. 768). Les terres reçues dans le cadre de la décollectivisation dans l'Établissement Al-Assad sont également parfois associées au Président : *"nous remercions Monsieur le Président Bachar Al-Assad pour cette décision"* (Foy, 2014, p. 521), dit ce bénéficiaire qui n'hésite pas par ailleurs à critiquer la procédure de redistribution des terres, et qui a même présenté des réclamations pour recevoir un autre lot que celui qu'on lui destinait au départ.

- 33 À ce titre, dans les terres aménagées du Projet de l'Euphrate, l'État apparaît encore à la fin des années 2000 comme une figure qu'on doit respecter, qui détient toujours une légitimité à imposer un certain ordre. Pour B. Hibou³⁷, la légitimité des régimes autoritaires est parfois liée à leurs capacités d'assurer une existence "normale" à la population qu'ils administrent, sans heurts ni insécurité. Il est donc probable que dès lors que les dysfonctionnements du secteur public ne sont pas suffisants dans les périmètres irrigués du Projet de l'Euphrate pour que la situation devienne "anormale", l'État conserve une certaine légitimité auprès des habitants.

Conclusion

- 34 En localisant les manifestations contre le régime syrien entre 2011 et 2013, nous avons montré qu'en dépit d'une vague massive de protestations dans une large partie de la Syrie, les habitants du Projet de l'Euphrate sont restés relativement silencieux entre 2011, le début de la crise, et 2013, année de la prise de pouvoir par l'État islamique. Dans cet article, nous considérons que cette attitude est principalement liée à l'histoire de cette région, marquée par des investissements publics importants qui ont permis de maintenir un rapport de domination entre l'État et la population locale, malgré le retrait partiel du secteur public.
- 35 Cette méthode, qui conduit à mettre en évidence des spécificités territoriales dans la crise syrienne, permet de compléter les explications déjà avancées, qui ont tendance à se focaliser sur les aspects géopolitiques, confessionnels, ethniques ou encore socio-économiques. En effet, étant donné que le comportement de tout un chacun est le résultat d'un faisceau de facteurs, l'approche territoriale permet, à l'échelle locale, de mettre en relation une politique d'aménagement et le rapport entre les habitants des territoires aménagés et le pouvoir étatique.
- 36 Cet article permet par la même occasion de nuancer les nombreux travaux qui mettent en avant les origines rurales des crises des régimes dans le monde arabe (Ababsa, 2013 ; Gana, 2013 ; Ayeb, Bush, 2015). Si certaines zones rurales ont en effet été touchées de plein fouet par la libéralisation économique, d'autres, comme les territoires irrigués du Projet de l'Euphrate, n'ont pas connu ce phénomène de précarisation. Dans cet article, nous faisons l'hypothèse que cette différence est liée aux investissements considérables dans les grands périmètres irrigués construits à partir des années 1970, grâce à quoi quarante ans après, malgré le retrait du secteur public, la crise socio-économique est restée limitée.
- 37 Il ne faut néanmoins pas en conclure que la construction d'aménagements hydro-agricoles a forcément conduit à une moindre fréquence de manifestations contre le régime syrien et plus généralement un moindre mécontentement contre les régimes arabes. Par exemple, à l'est du Projet du Ghab (autre grand projet hydraulique en Syrie), des manifestations ont été enregistrées dans de nombreux villages toutes les semaines entre le 13 janvier 2012 et le 31 mai 2013³⁸. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette différence avec le Projet de l'Euphrate : cet aménagement est plus vieux et donc sans doute plus usé ; il n'avait pas fait l'objet d'un investissement idéologique tel que celui qui a été réalisé dans le Projet de l'Euphrate (Métral, 1987,

p. 111) ; les habitants de l'est du Ghab sont issus des mêmes familles que les habitants du Jabal Al-Zawiya (Métral, 1985, p. 47) où de nombreuses manifestations avaient déjà lieu en juillet 2011³⁹ et un effet de solidarité s'est sans doute produit avec le temps. Dans ces conditions, si la grande hydraulique constitue bien un facteur qui a limité le nombre de manifestations anti-régime, celui-ci n'est pas suffisant.

38 Il faudrait donc étendre ces recherches à d'autres grands périmètres irrigués dans le monde arabe (ce n'est plus possible en Syrie pour le moment, mais c'est envisageable en Tunisie et en Égypte), pour savoir dans quelles mesures dans les grands périmètres irrigués construits dans ces pays, le mécontentement vis-à-vis des régimes politiques était moindre que dans les autres zones rurales.

Bibliographie

ABABSA M., 2004, *Idéologies et territoires dans un front pionnier : Raqqa et le Projet de l'Euphrate en Jazîra syrienne*, Thèse de géographie, Université de Tours.

ABABSA M., 2007, "Contre-réforme agraire et conflits fonciers en Jazîra syrienne (2000-2005)", *Revue d'études des mondes musulmans et méditerranéens*, No.115-116, <http://remmm.revues.org/3033>, 28 août 2013.

ABABSA M., 2009, "La recomposition des allégeances tribales dans le Moyen-Euphrate syrien (1958-2007)", *Études rurales*, No.184, 65-78.

ABABSA M., 2013, "Crise agraire, crise foncière et sécheresse en Syrie (2000-2011)", *Maghreb – Machrek*, No.215, 101-122.

ABBAS A., 1984, *Evolution du mouvement coopératif agricole en Syrie*, Mémoire de DEA en droit et économie, Université Montpellier 1.

AÏTA S., 2007, "L'économie de la Syrie peut-elle devenir sociale ? Vous avez dit : "économie sociale de marché" ?", in : Dupret B., Ghazzal Z., Courbage Y., AL-DBIYAT M., *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 541-579.

AMIRALAY O., 2003, *Déluge au Pays du Baas*, Paris, Arte France.

ARAB OFFICE FOR PRESS AND DOCUMENTATION, 1976, *Fourth Five Year Economic and Social Development Plan of the Syrian Arab Republic 1976-1980*, Damas, Arab Office for Press and Documentation.

AYEB H., 2010, *La crise de la société rurale en Égypte. La fin du Fellah ?*, Paris Karthala.

AYEB H., BUSH R., 2014, "Small Farmer Uprisings and Rural Neglect in Egypt and Tunisia", *MER*, Vol.44, <http://www.merip.org/mer/mer272/small-farmer-uprisings-rural-neglect-egypt-tunisia>.

'ATTAR N., 1985, *Mashru' al-furat li ray wa 'istislah al-'aradi wa 'atharuhu 'ala al-mustawa al-'iqtisadi wa-l-'ijtima'i* (Le Projet de l'Euphrate pour l'irrigation et l'amélioration des sols et ses conséquences économiques et sociales), Raqqa, Centre de formation pluri-technique en aménagements.

BURGAT F., PAOLI B., *Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte.

BADLISSI S., 2002, *Le blé et le coton en Syrie : Stratégie d'un choix en une culture alimentaire et une culture d'exportation. Recherches sur l'optimisation de la rentabilité de l'utilisation des ressources hydriques*, Thèse de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

BADLISSI S., 2014, "Le secteur primaire dans le processus de développement en Syrie. Planifications, réalisations, mutations actuelles et perspectives d'avenir", *Les Cahiers de l'IFPO*, No.8, 85-110.

BADLISSI S., FOY R-O., 2014, "Les fermes d'État dans le gouvernorat d'Alep : une expérience dans le contexte du développement hydro-agricole de la Réforme agraire", in : David J.-C., Boissière T., *Alep et ses territoires. Fabrique et politique d'une ville. 1968-2011*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 141-158.

BALANCHE F., 2011, "Géographie de la révolte syrienne", *Outre-Mer*, No.29, 437-458.

BALANCHE F., 2012, "La modernisation des systèmes d'irrigation dans le Nord-Est syrien : la bureaucratie au cœur de la relation eau et pouvoir", *Méditerranée*, No.119, 59-72.

BAUEUR S., BOSTROEM M., GOERDTEN D., Lembke H., Ruthenberg I., Wedel H., 1990, *The Euphrates Development Scheme in Syria. Social Impact, Production Organization and Linkages*, Berlin, German Development Institute.

- BIANQUIS A.-M., 1979, "Les coopératives agricoles en Syrie : l'exemple de l'oasis de Damas", *Revue de géographie de Lyon*, Vol.54, No.3, 289-303.
- CATUSSE M., 2006, "Ordonner, classer, penser la société : les pays arabes au prisme de l'économie politique", in PICARD É. (dir.), *La Politique dans le monde arabe*, Paris, Dalloz, 215-238.
- CORM G., 1993, *Le nouveau désordre économique mondial. Aux racines des échecs du développement*, Paris, La Découverte.
- DAOUDY M., 2005, *Le partage des eaux entre la Syrie, l'Irak et la Turquie. Négociation, sécurité et asymétrie des pouvoirs*, Paris, CNRS Éditions.
- DESCHAMPS F., 2005, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la construction de la source orale à son exploitation*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, <http://books.openedition.org/igpde/104>, 2 septembre 2013.
- DURAND-DASTÈS F., 2005, "À propos de la géographie de l'eau : temporalités et échelles spatiales", *L'information géographique*, Vol.69, No.3, 69-84.
- EL MABROUKI N., 2015, "Entretien avec Gilbert Achcar : impasse rentière du monde arabe", *Economica*, No.24, <http://www.economia.ma/fr/numero-24/e-revue/entretien-avec-gilbert-achcar-impasse-rentiere-du-monde-arabe>, consulté le 13 novembre 2015.
- FOY R-O., 2013, "Enjeux socio-spatiaux de la grande hydraulique. Cas de l'Établissement Al-Assad dans le projet de l'Euphrate (Maskané – Syrie)", *Journal des anthropologues*, No.132-133, 145-167.
- FOY R-O., 2014, "Il n'y a pas de justice !" : stratégies et opinions de la population locale suite à la liquidation d'une ferme d'État", *Les cahiers de l'IFPO*, No.8, 135-158.
- FOY R-O., 2014, *Habitants et territoires dans un grand périmètre irrigué en Syrie. De la création à la liquidation d'une ferme d'État*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- FOY R-O., TABEAUD M., 2012, "L'Établissement Al-Assad, ferme d'État sur l'Euphrate sur l'Euphrate avant la liquidation en 2000. Quelques effets pervers d'une approche de développement top-down", *Méditerranée*, No.119, 45-58.
- GALIA A., 2013, "Aux origines rurales et agricoles de la Révolution tunisienne", *Maghreb – Machrek*, No.215, 57-80.
- GUILHOU X., 2012, "L'énigme syrienne", *Diploweb*, <http://www.diploweb.com/L-enigme-syrienne.html>, consulté le 22 avril 2015.
- GUINÉ A., 1971, *Le barrage sur l'Euphrate – Monographie*, Damas, Office arabe de Presse et de documentation.
- HANAFI S., 1997, *La Syrie des ingénieurs. Un perspective comparée avec l'Égypte*, Paris, Karthala.
- HANNOYER J., 1982, *Campagne et pouvoir en Syrie : essai d'histoire socio-économique sur la région de Deir-Ez-Zor*, Thèse de sociologie, EHESS.
- HANNOYER J., 1985, "Grands projets hydrauliques en Syrie. La tentation orientale", *Monde arabe Maghreb Machrek*, No.109, 24-42.
- HIBOU B., 1998, "Retrait ou redéploiement de l'État ?", *Critique internationale*, No.1, 51-168.
- HIBOU B., 2011, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte.
- HINNEBUSCH R. A., 1989, *Peasant and Bureaucracy in Ba'hist Syria – The Political Economy of Rural Development*, Boulder, Westview Press.
- HUGON P., 2013, *L'économie de l'Afrique*, Paris, La Découverte.
- JAUBERT R., AL-DBIYAT M., DEBAINE F., 2006, "Transformation des régions cultivées, différenciation des exploitations et extension de l'irrigation", in JAUBERT R., GEYER B., *Les marges arides du croissant fertile. Peuplements, exploitation et contrôle des ressources en Syrie du nord*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 167-189.
- KANAFANIY M., 2008, *Al-'ihtiyajat al-ma'iyat li-l-khutba al-zira'iya 2007-2008* (Les besoins hydriques pour le plan agricole 2007-2008), Damas, Ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire.
- KAWAKIBI Abd-Al Rahman, 2006 (1^{ère} édition en 1902), *Taba'i'a al-istibdad wa massari'a al-isti'abad* (Les caractéristiques du despotisme et le combat pour son renversement), Le Caire, Kalimat.
- KUPER M., 2011, "Des destins croisés : regards sur 30 ans de recherches en grande hydraulique", *Cahiers Agricultures*, <http://www.jle.com/e-docs/00/04/66/86/article.phtml>, Vol. 20, No.1-2, consulté le 30 août 2013.
- LEGRAND F., 2014, "The Colonial Strategy of ISIS in Syria", *Arab Reform Initiative*,

<http://www.arab-reform.net/sites/default/files/ISIS%27s%20Colonial%20Strategy%20in%20Syria%20-%20Legrand%20-%20June%202014%20VF.pdf>, 30 juin 2014, 10 p.

LÉVY J., 2013, "Frontière", in LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 413-416.

LINTON J., 2010, *What is Water. The History of a Modern Abstraction*, Vancouver, UBC Press.

LIPCHIN C., 2007, "Water, Agriculture and Zionism : Exploring the Interface between Policy and Ideology", in LIPCHIN C., PALLANT E., SARANGA D., AMSTER A. (dir.), *Integrated Water Resources Management and Security in the Middle-East*, Berlin, Springer, 251-267.

LONGUENESSE É., 2007, *Professions et société au Proche-Orient. Déclin des élites, crises des classes moyennes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

MÉTRAL F., 1985, "État et paysans dans le Ghab en Syrie. Approche locale d'un projet d'État", *Monde arabe Maghreb Machrek*, No.109, 43-63.

MÉTRAL F., 1987, "Périmètres irrigués d'État sur l'Euphrate syrien : modes de gestion et politique agricole", in Métral F., Métral J., Louis P. (dir.), *L'homme et l'eau IV : l'eau dans l'agriculture*, Lyon, Maison de l'Orient, 111-144.

MÉTRAL F., 1990, "Ingénieurs et agronomes dans un projet de développement rural en Syrie", in LONGUENESSE E. (dir.), *Bâtisseurs et bureaucrates. Ingénieurs et société au Maghreb et au Moyen-Orient*, Lyon, Maison de l'Orient, 231-254.

MILLOT C., 2009, *Désorganisation et réorganisation des services publics dans les fermes d'État de l'Établissement Al-Assad en Syrie*, Mémoire de Master 1 en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, 2012, *Éducation civique. Manuel de l'élève. Classe de 4^e* (Al-tarbiya al-wataniya. Kitab al-talib. Al-aaf al-rabi'), Damas, Ministère de l'Éducation nationale.

MOLLE F., MOLINGA P. P., WESTER P., 2009, "Hydraulic Bureaucracies and the Hydraulic Mission : Flows of Power, Flow of Water", *Water Alternatives*, Vol. 2, No.3, 328-349.

MOLLINGA P. P., 2010, "Hot Water after the Cold War : Water Policy Dynamics in (Semi-)Authoritarian Regimes", *Water Alternatives*, Vol. 3, No.3, 512-520.

OFFICE ARABE DE PRESSE ET DE DOCUMENTATION, 1971, *Troisième plan quinquennal de développement économique et social en République Arabe Syrienne (1971-1975)*, Damas, Office arabe de presse et de documentation.

PASCON P., 1979, "De l'eau du ciel à l'eau de l'État : psycho-sociologie de l'irrigation", *Hérodote*, No.13, 60-78.

PAVIE C., 1924, *Renseignements agricoles – État d'Alep*, Alep, Gouvernorat de l'État d'Alep.

PIERRET T., 2014, "The Syrian Baath Party and Sunni Islam : Conflicts and Connivance", *Middle-East Brief*, No.77, <http://www.brandeis.edu/crown/publications/meb/MEB77.pdf>, consulté le 23 avril 2015.

RABO A., 1986, *Changes on the Euphrates. Villagers, Townsmen and Employees in Northeast Syria*, Thèse de sociologie, Université de Stockholm.

RABO A., 2007, "Instantanés de la campagne de Raqqa", in DUPRET Baudouin, GHAZZAL Z., COURBAGE Y., AL-DBIYAT M., *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 763-770.

RUIZ DE ELVIRA L., 2013, *Associations de bienfaisance et ingénierie politique dans la Syrie de Bachar Al-Assad : Émergence d'une société civile et retrait de l'État ?*, Thèse de science politique, EHESS.

RUIZ DE ELVIRA CARRASCAL L., 2014, "Retour sur la révolte syrienne : conditions de départ et premières mobilisations", *Annuaire français des relations internationales*, Vol. XV, 673-689.

TAHA Z., 2014, "La population rurale et le Baath sous le régime autoritaire de Hafez et Bachar Al-Assad en Syrie. Clientélisation et marginalisation", *Les cahiers d'EMAM*, No.22, 117-127.

VIGNAL L., 2012, "Syrie, Anatomie d'une révolution", *La vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Syrie-anatomie-d-une-revolution.html> ; consulté le 23 avril 2015.

WEBER M., 1995 (1^{ère} éd. 1921), *Économie et société*, Paris, Pocket.

WITTFOGEL K., 1977 (1^{ère} éd. 1964), *Le despotisme oriental*, Paris, Les Éditions de Minuit.

YOUNIS M., 1992, *Le barrage de Tabqa sur l'Euphrate au nord de la Syrie : étude d'impacts et propositions d'aménagement*, Thèse de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Notes

1 "لقد عانت هذه المنطقة طويلا من شظف العيش ، ومن الجهل والتخلف فلنكن إرادتنا جميعا في الحزب والدولة والمنظمات الشعبية وفي صفوف المواطنين _أنفسهم أن نجعل من تلك السنين ذكرى ماضية بأقصى ما نستطيع من سرعة بتضافر كل الجهود لفتح صفحة جديدة مشرقة في حياة هذه المنطقة ، ولنجعل منها مفخرة من مفاخر ثورة الثامن من آذار ونموذجاً لقدرة الإنسان العربي السوري على التقدم والتطور."

Site officiel de la Présidence de la République arabe syrienne : http://www.presidentassad.net/index.php?option=com_content&view=article&id=495:18-3-1978&catid=260&Itemid=493, consulté le 29 juin 2014.

2 "يتصرف في حقوق المملكة والأمة كما يشاؤه هواه باسم أن ذلك من مقتضى الحكمة والسياسة."

3 « *Political strategy for controlling water, space and people* ».

4 Du point de vue du génie civil, les grands barrages et les grands périmètres irrigués relèvent tous deux d'un domaine d'action parfois dénommé « *la grande hydraulique* » (Kuper, 2010, p. 17) ; c'est la raison pour laquelle dans cet article, l'analyse des discours officiels visant à comprendre le système de pensée des concepteurs du Projet de l'Euphrate ne différencie pas ces deux types d'aménagement. En revanche, du point de vue des habitants des territoires aménagés, ces deux types d'intervention sont probablement radicalement différents puisque d'un côté, leurs maisons et leurs terres sont noyées alors que de l'autre, en particulier dans les régions semi-arides, les capacités de production de leurs champs sont décuplées grâce aux infrastructures d'irrigation.

5 « *Since authority always demands obedience, it is commonly mistaken for some form of power or violence. Yet authority precludes the use of external means of coercion; where force is used, authority itself has failed* ».

6 « *showcase* » (Hinnebusch, 1989, p. 236).

7 D'après l'annuaire statistique publié en 2009 (chapitre 4, tableau 10), 217 000 ha ont été irrigués dans le cadre de projets étatiques d'irrigation dans les gouvernorats d'Alep, de Raqqa et de Deir-Ez-Zor ; il est supposé dans cet article que tous ces aménagements le sont dans le cadre du Projet de l'Euphrate.

8 Nous tenons ici à témoigner toute notre reconnaissance à Salim Badlissi, agro-économiste et géographe aleppin, pour nous avoir transmis ce document.

9 Il semble que le découpage ait été réalisé en fonction d'ensembles de périmètres irrigués contigus ; l'auteur du rapport ne donne aucune information complémentaire sur la méthode employée.

10 Le seuil de 80 % correspond moins à une estimation des pourcentages minimaux envisageables dans cette catégorie qu'à l'estimation d'un pourcentage maximum dans la catégorie qui rassemble les vallées dont 40 à 80 % des terres sont irriguées par le secteur public (voir ci-dessous).

11 Données de 1982.

12 Données de 1996.

13 Données de 1998.

14 F. Ballanche (2012, p. 64) indique qu'une mince partie des terres irriguées dans cette vallée le sont par des aménagements privés, mais il est probable que ce soit à partir des drains des réseaux publics d'irrigation.

15 J. Hannoyer (1985, p. 31-32) et M. Ababsa (2004, p. 193-195) indiquent tous deux que des villages, en donnant des exemples précis pour quelques milliers d'hectares, ont été aménagés par le secteur public dans cette moyenne-vallée de l'Euphrate. Pour F. Métral (1987, p. 119), c'est 12 000 ha qui l'avaient été en 1982 sur 30 900 en tout à réaliser ; elle ajoute (1987, p. 122) que 17 000 ha étaient en voie d'achèvement en 1982 et achevés en avril 1983, ce qui fait un total de 29 000 ha, soit 80 % de la superficie totale irriguée dans cette vallée si c'est le chiffre de M. Kanafaniy, de 37 323 ha, qui est retenu (Kanafaniy, 2008, p. 227-228). Cette estimation semble néanmoins élevée par rapport à d'autres sources. Pour S. Bauer *et al.* (1990, p. 44-48 et p. 206), 19 758 ha étaient aménagés en 1985 dans le cadre du Projet de l'Euphrate sur la moyenne-vallée de ce fleuve, soit 50 % de la superficie totale irriguée dans cette vallée si c'est le chiffre de M. Kanafaniy, de 37 323 ha, qui est retenu (Kanafaniy, 2008, p. 227-228). Pour M. Younis (1992, p. 178), ce chiffre s'élevait à 23 750 ha en 1986, soit 60 % de la superficie totale irriguée dans cette vallée si c'est le chiffre de M. Kanafaniy, de 37 323 ha, qui est retenu (Kanafaniy, 2008, pp. 227-228). Pour M. Daoudy (2005, p. 90-91), 23 872 ha étaient équipés dans le cadre du Projet de l'Euphrate en 1984 sur la moyenne-vallée de ce fleuve, soit 60 % de la superficie totale irriguée dans cette vallée si c'est le chiffre de M. Kanafaniy, de 37 323 ha, qui est retenu (Kanafaniy, 2008, p. 227-228). Pour S. Badlissi (2002, p. 175), 24 130 ha étaient équipés dans le cadre du Projet de l'Euphrate en 1996 sur la moyenne-vallée de ce fleuve, soit 65 % de la superficie totale irriguée dans cette vallée si c'est le chiffre de M. Kanafaniy, de 37 323 ha, qui est retenu (Kanafaniy, 2008, p. 227-228).

16 Le seuil de 40 % correspond moins à une estimation des pourcentages minimaux envisageables dans cette catégorie qu'à l'estimation d'un pourcentage maximum dans la catégorie qui rassemble les vallées dont à 0 à 40 % des terres sont irriguées par le secteur public (voir ci-dessus).

17 Pour en savoir plus : <http://syrianmapcenter.wordpress.com/> (en arabe) ; consulté le 16 février 2014.

18 "مركز الخرائط فريق مستقل لا يتبع لأي هيئة سياسية أو إعلامية أو تنسيقية والمواد التي تنشر في الصفحة عامة للنشر عبر الوسائل الإعلامية المختلفة لخدمة الثورة السورية."

19 Nous avons choisi la date du 12 octobre 2012 car elle nous paraît représentative de la situation générale autour de l'Euphrate (voir plus bas).

20 Date de la mainmise des djihadistes sur la ville de Raqqa. En mai, ces derniers font leur apparition sur la scène raqqawi et contrôlent la ville depuis cette date, malgré le mécontentement de ses habitants. (<http://syrie.blog.lemonde.fr/2013/10/04/raqqa-en-syrie-du-nord-dominance-islamiste-resistance-civile-et-surenchere-confessionnelle/> ; consulté le 16 janvier 2014).

21 Cette relation entre le calme observé au nord-est de la Syrie et la grande hydraulique a également été observée par F. Legrand (2014, p. 4-5)

22 Selon SANA, l'agence d'information officielle syrienne <http://sana.sy/eng/21/2011/11/06/380177.htm> (*le site n'est plus accessible en France depuis quelques mois*). Des vidéos de cette visite sont visibles sur Youtube et sur Dailymotion. Déjà, sur le plateau de Maskana, dans le bassin du Balikh et dans la moyenne vallée de l'Euphrate, une certaine sympathie pour le régime ba'athiste était sensible lors des troubles qui avaient secoué le pays entre 1978 et 1982 (Rabo, 1986, p. 167-168) ; en outre, Diab El-Machi, un député et notable tribal dont la circonscription était située au nord de Maskana, raconte que dans son village, la population avait à cette époque manifesté en faveur du président Hafez Al-Assad (Amiralay, 2003, 10'25 – 11'20).

23 La notion de rente étatique a souvent été utilisée pour décrire les États africains (voir par exemple Hugon, 2013). À propos du monde arabe, on pourra lire l'article de M. Catusse (2006) et un entretien avec G. Achcar (El Mabrouki, 2015).

24 العمل الكبير

Dans cet article, le discours d'inauguration du barrage de l'Euphrate que Hafez Al-Assad a prononcé le 18 mars 1978 est cité à plusieurs reprises en tant que porteur de l'idéologie politique qui justifiait la construction de ce grand aménagement ; en effet, d'après R. A. Hinnebusch (1989, p. 37-39), les grandes orientations politiques étaient avant tout données dans les années 1970 par la présidence de la République et les leaders du Parti ba'ath, l'application étant ensuite laissée au gouvernement et aux agences étatiques. Ce discours est disponible sur le site officiel de Présidence de la République arabe syrienne, http://www.presidentassad.net/index.php?option=com_content&view=article&id=495:18-3-1978&catid=260&Itemid=493 ; consulté le 29 juin 2014.

25 "ولنجعل منها مفخرة من مفاخر ثورة الثامن من آذار ونموذجاً لقدرة الإنسان العربي السوري على التقدم والتطور."

26 Cette bande de photographies (Ministère de l'Éducation nationale, 2012, p. 2-3) est au pied de l'ensemble des pages du manuel d'éducation civique pour la classe de 4^e (équivalent du CM1 en France). De droite à gauche, sur la page 3, sont figurés l'amphithéâtre romain de Bosra, une autoroute autour de Damas, une noria, la citadelle d'Alep, le barrage de l'Euphrate, un champ irrigué, la rue principale de la ville antique d'Apamée et un puits de pétrole.

27 "عانت هذه المنطقة طويلاً من شطف العيش، ومن الجهل والتخلف"

28 "متكامل" (attar, 1985, p. 32')

29 "لقد أردنا مشروع سد الفرات سبيلاً لتدعيم اقتصادنا ووسيلة لتغيير أساسي في حياة مجتمعنا"

30 عشيرة

31 قبيلة

32 Annuaire statistique 2009, tableau 9 du chapitre 4. Une estimation bien plus importante est d'ailleurs donnée par M. Kanafāniy (2008, p. 13) pour qui les superficies irriguées par des réseaux gouvernementaux en Syrie en 2008 s'élèvent à 493 259 ha, ce qui montre bien que l'effort du secteur public en matière d'irrigation n'a pas diminué depuis les années 1970.

33 Badlissi (2002, p. 166) pour les chiffres de 1970, 1985 et 1995 et le tableau 9 du chapitre 4 de l'annuaire statistique de 2009 pour le chiffre de 2008 ; si c'est le chiffre de M. Kanafāniy (2008, p. 13) qui avait été retenu pour 2008, l'accroissement annuel moyen aurait été de 9 650 ha par an pour la période 1970-2008 et de 16 190 pour la période 1995-2008.

34 Les coopératives agricoles en Syrie servent à acheter collectivement les semences, les intrants et éventuellement du matériel agricole ainsi qu'à payer les droits d'irrigation et les cautions pour les prêts souscrits auprès de la banque agricole (pour plus d'informations sur le système de coopératives en Syrie, voir Bianquis, 1979 et Abbas, 1984).

35 Le barrage de l'Euphrate (*sad al-furat*), URL : <http://www.irrigation.gov.sy/index.php?d=142>, consulté le 15 avril 2014




36 51/ المرسوم التشريعي رقم ; en ligne sur le site Internet du ministère des Ressources en eau (<http://www.irrigation.gov.sy/index.php?d=161> ; consulté le 15 avril 2014).

37 HIBOU, *Anatomie politique de la domination*, op. cit., p. 28-35

38 Recensement effectué à partir des cartes du site Internet : <http://syrianmapcenter.wordpress.com/> (en arabe), consulté le 16 février 2014 (voir les conditions d'utilisation de ces documents ci-dessus).

39 Recensement effectué à partir des cartes du site Internet : <http://syrianmapcenter.wordpress.com/> (en arabe), consulté le 16 février 2014 (voir les conditions d'utilisation de ces documents ci-dessus).

Table des illustrations

	Titre	Figure : Des terres irriguées par le secteur public souvent localisés autour du lac Al-Assad dans le bassin de l'Euphrate
	URL	http://cybergeog.revues.org/docannexe/image/27505/img-1.png
	Fichier	image/png, 283k
	Titre	Figure : Manifestations dans le bassin de l'Euphrate : une concentration dans la basse vallée et une quasi-absence dans les terres aménagées par le secteur public ¹⁹
	URL	http://cybergeog.revues.org/docannexe/image/27505/img-2.jpg
	Fichier	image/jpeg, 56k
	Titre	Figure : Le barrage de l'Euphrate au centre des hauts-lieux syriens ²⁶
	URL	http://cybergeog.revues.org/docannexe/image/27505/img-3.jpg
	Fichier	image/jpeg, 96k

Pour citer cet article

Référence électronique

Roman-Oliver Foy et Jack Keilo, « La grande hydraulique au service du pouvoir : l'exemple du Projet de l'Euphrate en Syrie (1966-2013) », *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Politique, Culture, Représentations, document 772, mis en ligne le 08 février 2016, consulté le 08 février 2016. URL : <http://cybergeog.revues.org/27505> ; DOI : 10.4000/cybergeog.27505

Auteurs

Roman-Oliver Foy
UMR ENeC
foy.roman@gmail.com

Jack Keilo
Doctorant à l'Université Paris IV Sorbonne
Chargé d'enseignement à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée
UMR ENeC
keilojack@hotmail.com

Droits d'auteur

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

